

DATA
GOVERNANCE
IN AFRICA



BUJUMBURA

**STRATEGIE NATIONALE DE
GOUVERNANCE DES DONNÉES
DU BURUNDI**

Atelier d'engagement des Parties Prenantes



18 avril 2025

CONTENU

Partie 1: Restitution et Analyse

- 01 Objectifs et Méthodologie
- 02 Défis et Enjeux
- 03 Forces et Faiblesses
- 04 Opportunités et Menaces

Partie 2: Co-construction

- 01 Recommandations prioritaires
- 02 Engagement des parties prenantes
Ateliers Thématiques
- 03 Synthèse des résultats
- 04 Conclusion et Prochaines étapes

DATA
GOVERNANCE
IN AFRICA

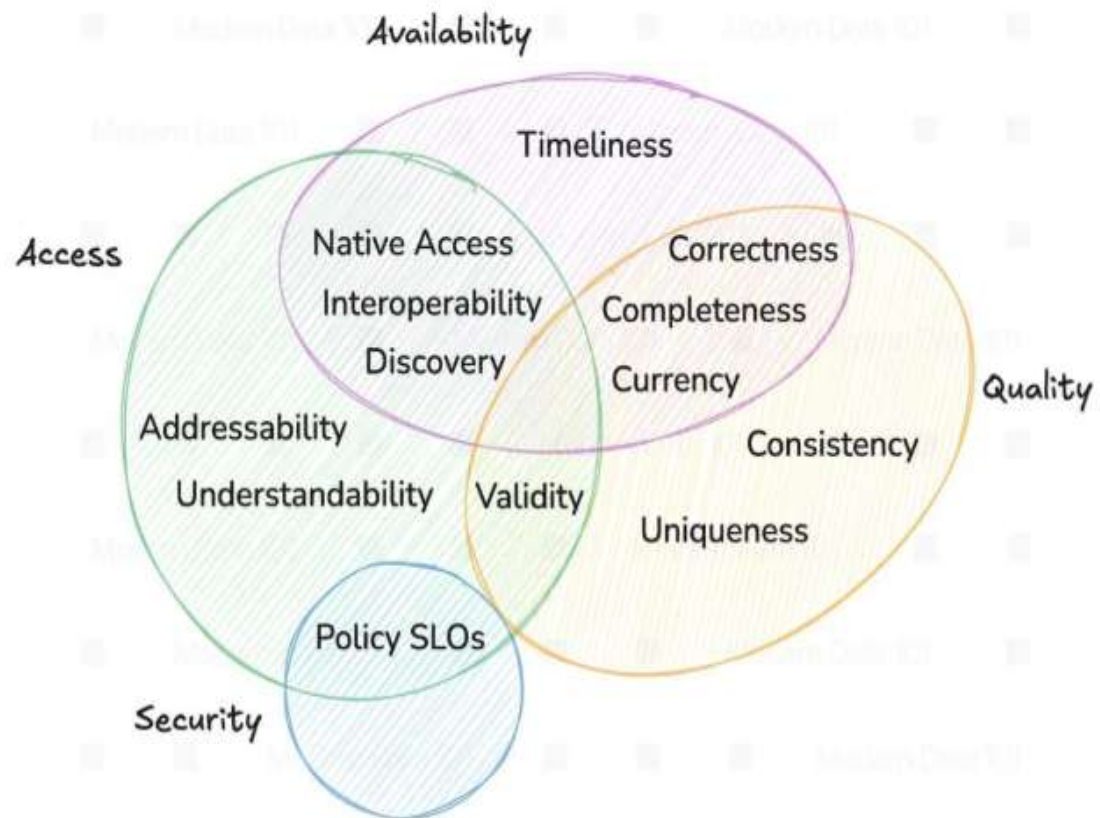
« Vers une Stratégie Nationale de Gouvernance des données participative, inclusive et durable... »

Parlons Gouvernance des données

La gouvernance des données comme ensemble des **pratiques, politiques, et technologies** utilisées pour garantir que les données sont **collectées, stockées, protégées, utilisées et partagées** de manière **efficace, transparente et conforme aux règles** en vigueur. L'objectif est de garantir la **qualité, la sécurité** et la **protection des données**, tout en permettant une **utilisation éthique et responsable** des données.

Principaux objectifs de la gouvernance des données:

- **Assurer la qualité des données** : Garantir que les données sont exactes, complètes et accessibles
- **Garantir la sécurité des données** : Protéger les données contre les accès non autorisés et les violations
- **Respecter la confidentialité et la vie privée** : Veiller à ce que les données personnelles soient protégées, conformément aux réglementations comme le RGPD
- **Encourager l'utilisation efficace des données** : Maximiser la valeur des données pour la prise de décisions tout en garantissant leur utilisation responsable.



Source : Moderndata101

Partie 1: Restitution des consultations et Analyse SWOT

La démarche a été **inclusive** et **participative** pour assurer que toutes les voix, publiques et privées, ont été entendues dans la co-construction de la **stratégie nationale de gouvernance des données**.

Objectifs et Méthodologie

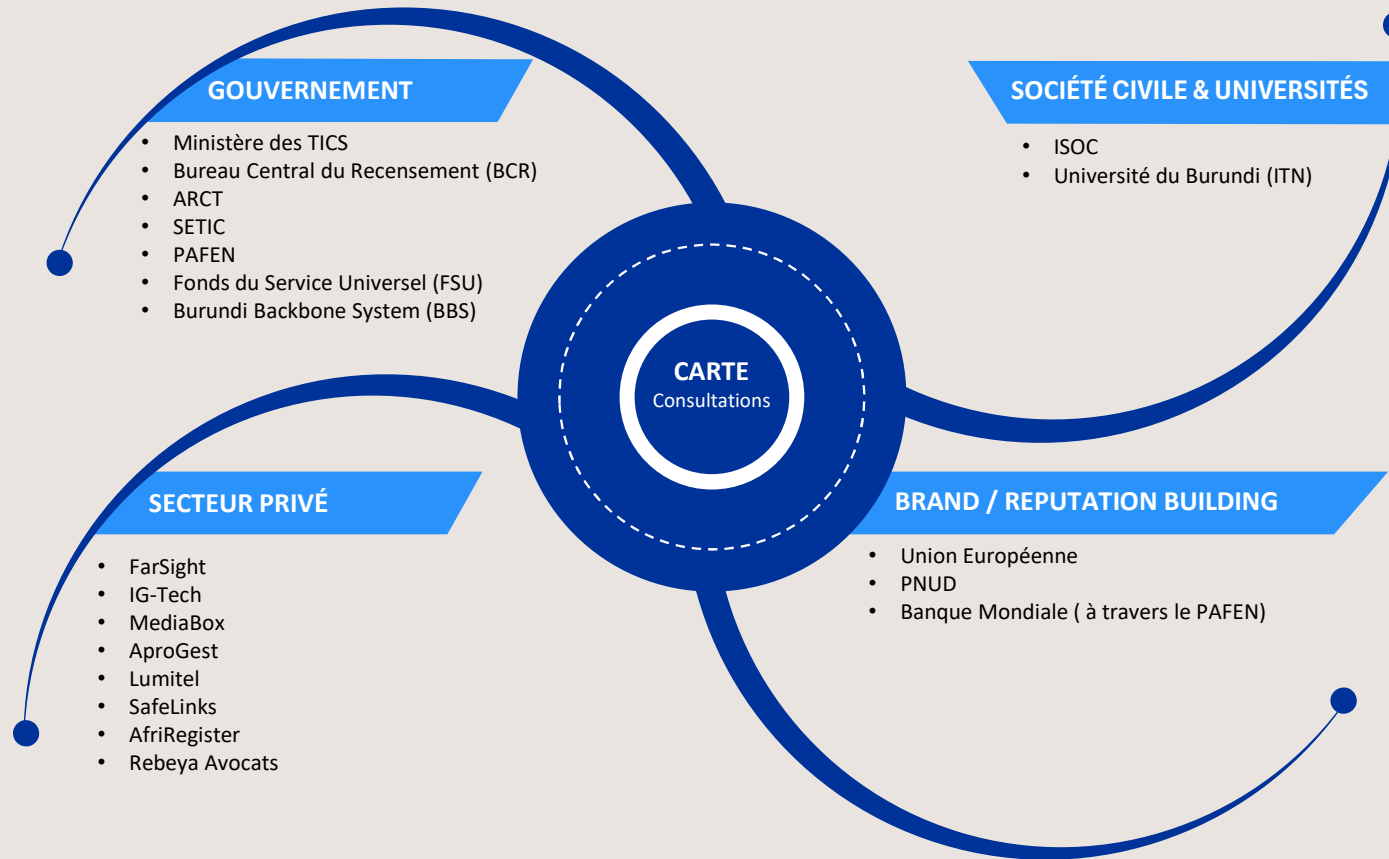
Objectifs de la restitution

- Partager les résultats des consultations
- Mettre en évidence les forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées
- Recueillir l'engagement des parties prenantes pour l'élaboration de la stratégie de gouvernance des données
- Encourager une approche collaborative et inclusive dans le développement de la stratégie

Méthodologie de l'évaluation

- **Entretiens** : Discussions avec des institutions gouvernementales et ministère, le régulateur, des entreprises privées, des universitaires, des startups, des partenaires au développement, ONG et des groupes vulnérables
- **Ateliers participatifs** : Discussions ouvertes avec les parties prenantes pour recueillir des suggestions sur les priorités et les actions à mener
- **Questionnaires** : Collecte de données quantitatives et qualitatives pour comprendre les perceptions sur les défis liés aux données.

Principales parties prenantes consultées



PRINCIPAUX DÉFIS ET ENJEUX

Cadre Juridique et Réglementaire

- Lois incomplètes et non harmonisées sur la protection des données personnelles
- Manque d'une réglementation sur l'utilisation des données personnelles
- Lacunes dans l'application des lois existantes et la mise en œuvre de la réglementation.

Gestion des Données Publiques et Ouvertes

- Plateforme centralisée inexistante pour l'accès aux données publiques
- Difficulté aux citoyens et entreprises d'accéder aux données publiques utiles.

Protection des Données Personnelles et Cybersécurité

- Faiblesse des mesures de cybersécurité dans certaines organisations
- Absence de sensibilisation des citoyens sur leurs droits en matière de protection des données personnelles
- Absence de mécanismes efficaces pour signaler et gérer les violations de données.

Gouvernance Participative et Inclusivité

- Faible participation des groupes vulnérables (femmes, personnes handicapées, populations rurales) dans les processus décisionnels liés à la gouvernance des données
- Absence de vision commune entre les différents acteurs publics/privés sur les priorités de la gouvernance des données..

Sécurité des Données et Protection de la Vie Privée

- Absence de mécanismes pour garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles dans le secteur privé
- Utilisation de technologies de mauvaise qualité pour gérer les données sensibles, augmentant les risques de violation de la sécurité.

Technologies et Infrastructures

- Infrastructures : manque d'infrastructures numériques modernes pour le stockage, la gestion, et l'analyse des données
- Interopérabilité : absence de standards et de technologies communs pour faciliter l'échange de données entre les institutions publiques et privées
- Sécurité : infrastructures inadéquates et manque de stratégies de protection des données

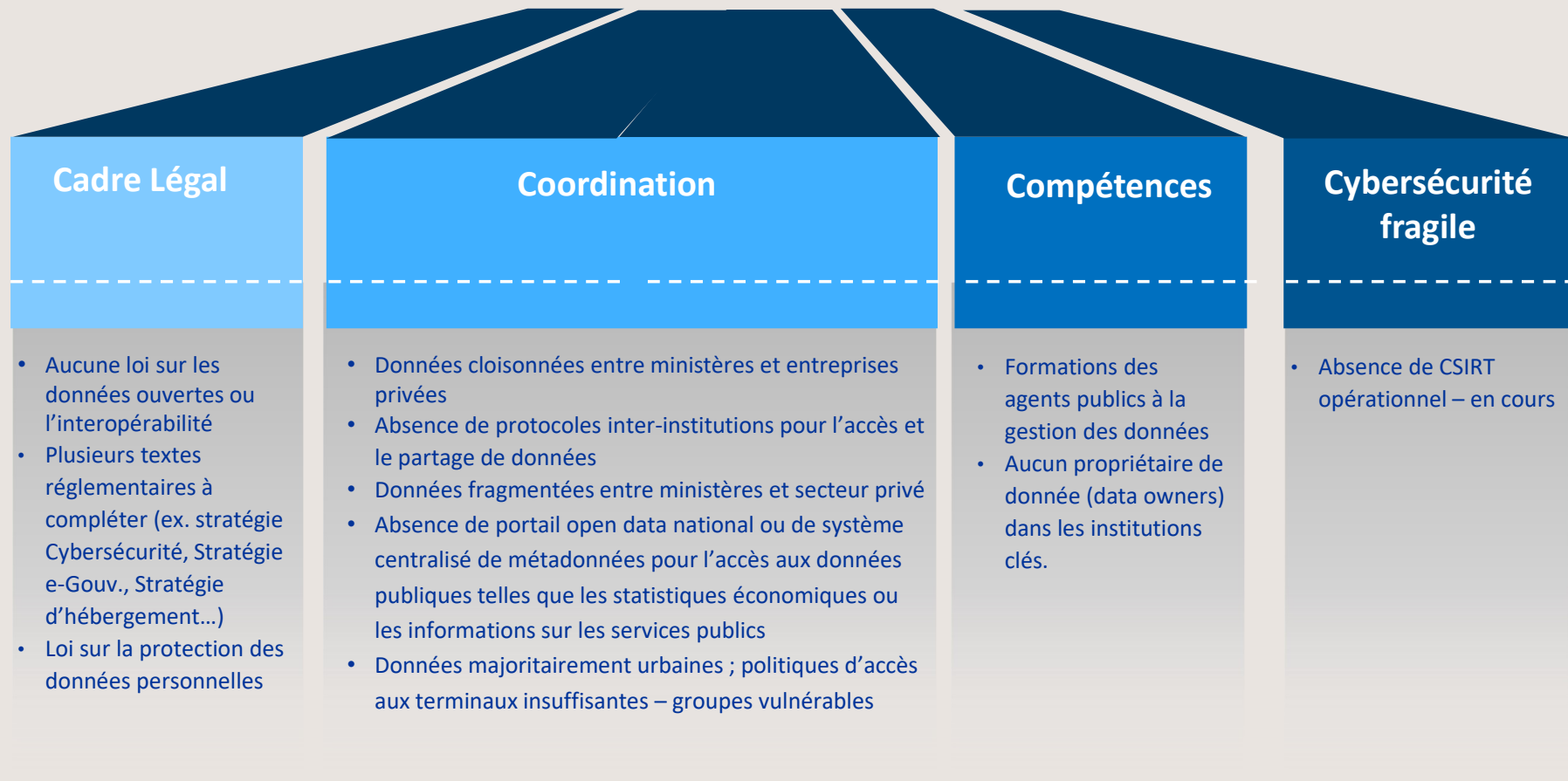
Institutionnels et Organisationnels

- Fragmentation dans la gestion des données entre les ministères, institutions publiques et les entreprises privées
- Défaut de professionnels et de compétences spécialisées dans la gestion des données et la cybersécurité
- Définition des rôles et responsabilités : efforts en cours pour établir un cadre organisationnel en matière de gestion des données.

Forces actuelles identifiées (atouts existants)



Faiblesses et Lacunes (interne)



Opportunités pour la Gouvernance des Données (1)

Cadre Légal et Stratégique Partenariats Internationaux Innovation et Secteur Privé Renforcement des Capacités Infrastructures Technologiques Inclusion et données ouvertes

Adoption de la loi sur la protection des données personnelles et des lois en cours

- Projets de loi en cours, soutenus par des partenaires internationaux (PAFEN, Banque mondiale)
- Opportunité d'aligner le Burundi sur les standards internationaux (RGPD, Convention de Malabo).

Stratégie nationale en élaboration :

- Feuille de route incluant des axes clés (interopérabilité, cybersécurité, open data)
- Possibilité de co-construction avec les acteurs publics, privés et la société civile.

Appui des partenaires techniques

- Projets financés par la Banque mondiale (PAFEN), PNUD et Union européenne.
- Soutien à l'infrastructure (ex. data center national), formation et renforcement des capacités.

Collaborations régionales

- Intégration aux initiatives de l'Union africaine (UA) et de la Communauté Est-Africaine (EAC) pour harmoniser les normes
- Accès à des plateformes régionales de partage de données (ex. EACO).

Startups et technologies émergentes

- Startups locales (APROGEST, SAFELINKS, KONTEL, FARSIGHT, MEDIABOX) actives dans l'IA, l'agriculture digitale et la santé
- Opportunité de créer un écosystème data-driven avec des hubs d'innovation

Données ouvertes et PPP

- Partage de données non sensibles entre secteur public et privé pour développer des services innovants
- Modèles de partenariat public-privé (PPP) pour financer des infrastructures (ex. extension du data center).

Formation et éducation

- Implication des Universités du Burundi pour la formation des agents publics en cybersécurité et gestion des données
- Intégration de modules sur l'éthique des données dans les cursus scolaires et professionnels.

Sensibilisation des décideurs et acteurs clés

- Ateliers avec les ministères pour promouvoir une culture "data"
- Campagnes nationales sur l'importance des données pour le développement

Modernisation des infrastructures

- Déploiement du data center prévu pour héberger des données sensibles localement
- Migration vers des solutions cloud sécurisées et interopérables

Connectivité rurale

- Projets du Fonds de Service Universel pour étendre l'accès Internet (ex. WiFi public dans les zones reculées)
- Utilisation de technologies low-cost pour réduire la fracture numérique.

Plateformes accessibles

- Création de portails open data national pour publier des données socio-économiques et des TIC
- Formats simplifiés et interfaces adaptées aux groupes vulnérables (personnes handicapées, zones rurales).

Données pour l'autonomisation

- Utilisation des données mobiles anonymisées pour améliorer les services publics (ex. santé, éducation)
- Projets pilotes avec la diaspora et entreprises privées pour des investissements ciblés (ex. agriculture digitale)



Opportunités pour la Gouvernance des Données (2)

Cybersécurité et Souveraineté

Création du CSIRT national

- Centre de réponse aux incidents cyber soutenu par la Banque mondiale, en cours de finalisation
- Renforcement de la résilience contre les ransomwares et fuites de données.

Souveraineté des données

- Hébergement local des données sensibles (ex. recensement, élections) pour éviter la dépendance étrangère
- Collaboration avec des experts locaux (ex. Diègue Nifasha, CERT Africain) pour des audits et normes adaptées.

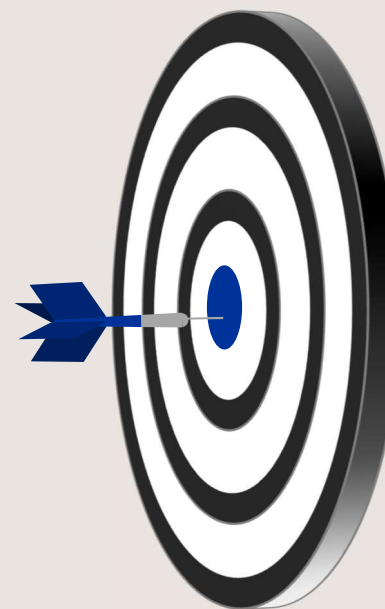
Alignement sur les objectifs de développement

Données pour les ODD

- Utilisation des données pour suivre les progrès des Objectifs de Développement Durable
- Cartographie des besoins via des outils comme le Système général de diffusion des données du FMI.

Green Data

- Intégration de données environnementales dans la stratégie nationale



Menaces

Utilisation abusive

- Entreprises étrangères ou partenaires exploitant des données sans consentement
- Risque de surveillance massive via des technologies non régulées.

Instabilité institutionnelle

- Retards dans l'adoption de textes clés (ex. loi sur les données personnelles)
 - Conflits d'intérêts entre acteurs publics et privés.
- ## Méfiance citoyenne
- Réticence à partager des données en raison d'un historique de crises politiques.

Retard dans les normes régionales

- Non-ratification de conventions clés (Convention de Malabo sur la cybersécurité)
- Marginalisation dans les initiatives de l'Union africaine (UA) ou de la Communauté Est-Africaine (EAC).

Exploitation des Données par des Acteurs Externes

Connectivité et l'approvisionnement énergétique

Risques Socio-Politiques

Cybersécurité et Cybercriminalité

Fracture Technologique Régionale

Dépendance aux Bailleurs Internationaux

- **Attaques fréquentes** : Infrastructures critiques vulnérables aux piratages
- **Absence de réponse coordonnée** : Aucun centre national de réponse aux incidents (CSIRT pas encore opérationnel).

Pressions externes

- Bailleurs exigent l'accès à des données sensibles en échange de financements (ONG, secteur public)
- Risque de perte de souveraineté (hébergement de données à l'étranger).

Partie 2: La Co-Construction

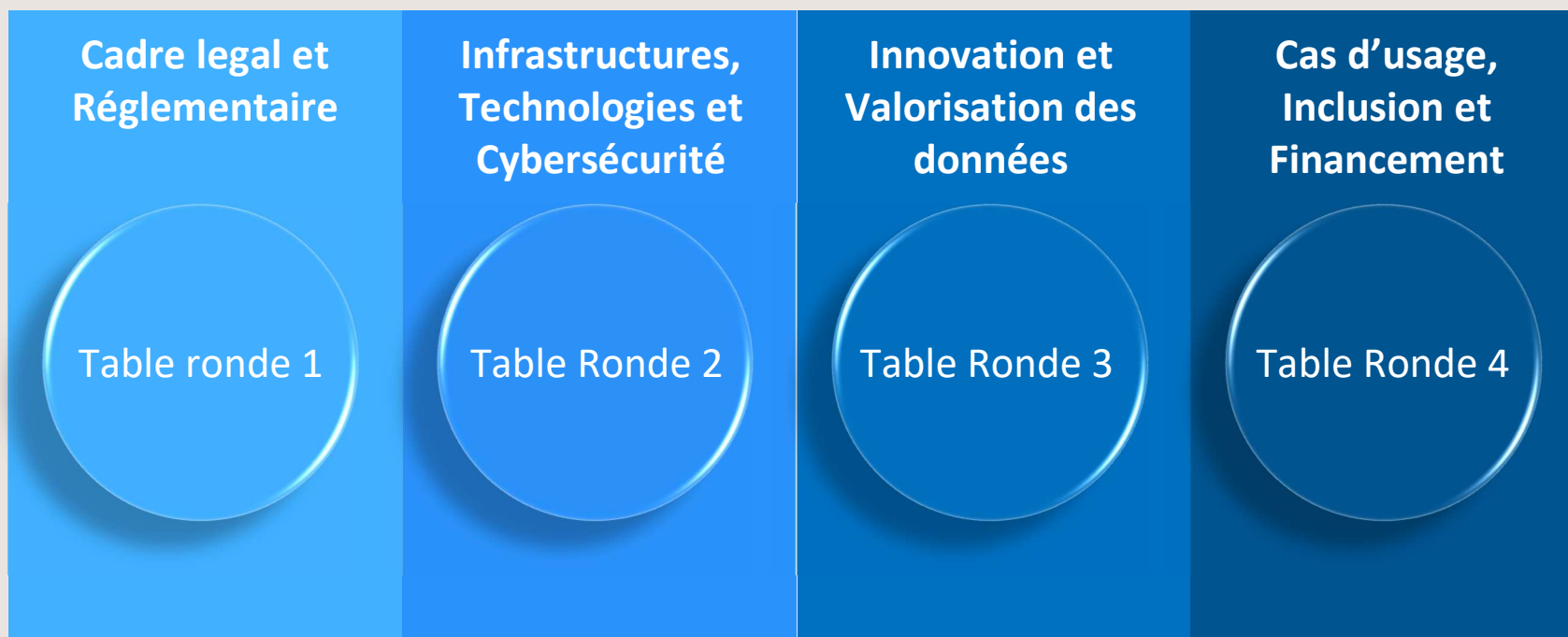
Recommandations prioritaires



Engagement des parties prenantes

« Un processus participatif et inclusif pour garantir le succès de la stratégie »

- Groupes de travail thématique pour recueillir des propositions concrètes



- Formation de comités de gouvernance des données pour assurer une gestion collaborative et inclusive.

Thème 1 : Cadre legal et Réglementaire

Objectif

Identifier les forces, faiblesses et opportunités du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des données et proposer des actions prioritaires à prendre en compte dans cette stratégie nationale.

Livrables attendus

- Identifier les forces, faiblesses et opportunités du cadre juridique et État des lieux du cadre juridique actuel
- Priorités de réforme ou d'harmonisation
- Besoins en renforcement de capacités (formations, outils, mécanismes de concertation)

Thème 2 : Infrastructures, Technologies et Cybersécurité

Objectif

Faire l'état des lieux des capacités techniques et infrastructures existantes en matière de gouvernance des données, identifier les défis liés à l'interopérabilité entre systèmes et à la sécurité des données, et proposer des actions prioritaires visant à renforcer les infrastructures techniques nécessaires à une gestion efficace, sécurisée et interopérable.

Livrables attendus

- Cartographie des infrastructures et défis techniques
- Recommandations pour améliorer l'interopérabilité
- Besoins en formation technique et cybersécurité

Thème 3 : Innovation et Valorisation des données

Objectif

Faire un état des lieux des initiatives innovantes fondées sur l'exploitation des données, analyser le rôle du secteur privé et des startups dans la chaîne de valeur de la donnée, et proposer des actions concrètes pour lever les contraintes techniques, réglementaires, économiques ou institutionnelles à l'innovation. Explorer les opportunités de partenariats public-privé, de financement, de développement de services à forte valeur ajoutée et de renforcement des capacités pour une gouvernance inclusive, éthique et durable des données

Livrables attendus

- Cartographie des acteurs privés et initiatives existantes
- Liste de besoins en compétences et partenariats
- Propositions d'innovation collaborative (PPP, open data, co-développement)

Thème 4 : Cas d'usage, Inclusion et Formation

Objectif

Identifier les cas d'usage pertinents de la donnée dans les secteurs prioritaires, en mettant en lumière leur impact sur la gouvernance, la transparence, les services publics et l'innovation.

Explorer les leviers d'inclusion pour garantir un accès équitable aux données, notamment pour les populations vulnérables ou marginalisées, et identifier les obstacles à surmonter (juridiques, techniques, socio-économiques).

Proposer des mécanismes de sensibilisation, de formation et de développement de compétences pour bâtir une gouvernance des données inclusive, durable et participative

Livrables attendus

- Liste des cas d'usage prioritaires à développer
- Recommandations pour une gouvernance des données inclusive
- Opportunités de renforcement de capacités et de financement

Synthèse des résultats clés

Atelier 1 – Cadre Légal et Réglementaire

Résultats clés

- Le cadre juridique de la gouvernance des données est fragmenté, ce qui rend son application difficile
- Certaines lois, comme celles concernant la cybercriminalité et la protection de la vie privée existent mais nécessitent des ajustements pour être pleinement efficaces
- Le manque d'un régulateur dédié à la protection des données personnelles est un frein à la bonne gouvernance des données
- Les institutions publiques, telles que les ministères et l'ARCT, jouent un rôle clé, mais l'absence de coordination entre elles limite l'efficacité du cadre légal.

Synthèse des résultats clés

Atelier 2 – Infrastructures et Sécurité

Résultats clés

- Les infrastructures de données publiques sont insuffisantes et mal interconnectées, ce qui empêche une gestion cohérente et sécurisée des données
- Le manque de connectivité, surtout dans les zones rurales, reste un obstacle majeur pour une gouvernance des données efficace
- Les failles de sécurité, notamment le manque de mises à jour des systèmes et la faiblesse des protocoles de protection des données exposent les informations sensibles à des risques
- La sécurité et l'interopérabilité entre les systèmes publics et privés sont des défis techniques majeurs.

Synthèse des résultats clés

Atelier 3 – Innovation et Valorisation des données

Résultats clés

- Le secteur privé joue un rôle essentiel dans le développement des solutions numériques basées sur les données, mais il rencontre des obstacles liés à l'accès limité aux données publiques et à l'absence de politiques d'open data claires
- Des innovations dans des secteurs tels que la santé, l'agriculture, et les services financiers existent, mais sont souvent freinées par des problèmes d'infrastructure et un manque de régulation
- L'écosystème d'innovation est encore immature, avec un accès limité au financement et une faiblesse du soutien juridique et technique pour les startups.

Synthèse des résultats clés

Atelier 4 – Inclusion et Financement

Résultats clés

- Les secteurs prioritaires pour l'usage des données comprennent la santé, l'éducation, l'agriculture, et les services publics avec un besoin urgent de développer des systèmes de gestion et de suivi basés sur les données
- L'inclusion des populations vulnérables (zones rurales, femmes, personnes handicapées) reste insuffisante, ce qui constitue une barrière à un accès équitable aux données
- Le financement est un enjeu majeur, avec des opportunités internationales limitées par l'absence de mécanismes de financement locaux adaptés.

Recommandations complémentaires

| Renforcer la Coordination Légale et Institutionnelle | Améliorer les Infrastructures Techniques et Sécuritaires | Stimuler l'Innovation et la Valorisation des Données | Promouvoir l'Inclusion et Garantir un Accès Équitable aux Données | Assurer un Financement Durable pour la Gouvernance des Données |
|--|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Créer une législation globale et cohérente couvrant tous les aspects de la gouvernance des données, incluant la protection des données personnelles et l'open data• Mettre en place un régulateur autonome dédié à la protection des données personnelles pour renforcer la conformité et la transparence• Renforcer la coordination interinstitutionnelle à travers la création de comités nationaux chargés de la gouvernance des données et de la mise en œuvre des lois. | <ul style="list-style-type: none">• Investir dans la création d'un centre national de données, sécurisé et centralisé, pour garantir l'interopérabilité entre les institutions publiques et privées• Développer une infrastructure cloud souveraine nationale, avec des plateformes d'API ouvertes pour faciliter l'échange de données• Renforcer les mesures de cybersécurité, notamment la mise à jour des systèmes, l'authentification multi facteur, et l'adoption de normes internationales comme ISO 27001 pour la sécurité des données. | <ul style="list-style-type: none">• Développer un fonds d'innovation pour soutenir les startups et les entreprises privées développant des solutions basées sur les données• Clarifier et simplifier les lois sur l'open data pour faciliter l'accès et la réutilisation des données publiques• Créer des espaces d'expérimentation tels que des "data labs" ou des hackathons pour favoriser l'innovation ouverte et la collaboration public-privé. | <ul style="list-style-type: none">• Développer des initiatives d'inclusion numérique pour les populations vulnérables, telles que des projets d'infrastructure dans les zones rurales et des programmes de formation en alphabétisation numérique• Mettre en place des mécanismes de gouvernance participative pour impliquer les citoyens dans la collecte et l'utilisation des données, en particulier dans les zones marginalisées• Garantir la transparence et l'éthique dans l'utilisation des données, en publiant des rapports réguliers et en impliquant des comités de gouvernance des données dans la gestion de ces informations. | <ul style="list-style-type: none">• Créer des mécanismes de financement dédiés à la gouvernance des données, avec un accent particulier sur le renforcement des infrastructures numériques et des capacités humaines• Encourager les partenariats public-privé pour le financement des projets liés aux données, notamment dans les domaines de l'équipement, de la formation, et du développement de solutions numériques• Mettre en place des programmes de financement internationaux et locaux pour soutenir les projets d'open data, d'interopérabilité, et de transformation numérique dans les secteurs prioritaires. |

Prochaines étapes

- Analyse des résultats des ateliers thématiques
- Rapport des consultations et de l'atelier d'engagement (& feuille de route)
- Validation du rapport final avec les parties prenantes
- Mise en place d'un Comité de Pilotage et de Coordination
- Validation des objectifs et des priorités de la Stratégie
- Constitution des Groupes de Travail Thématiques
- Recueil et Synthèse des Données et Bonnes Pratiques
- Élaboration et Finalisation du Draft de la Stratégie
- Consultation et Validation du Draft auprès des Parties Prenantes
- Adoption Officielle de la Stratégie par les Autorités Compétentes
- Proposition de plan de mise en œuvre de la Stratégie
- Suivi, Évaluation et Ajustement Continu

Questions et Discussions



DATA
GOVERNANCE
IN AFRICA

<https://d4dhub.eu/initiatives/data-governance-in-africa>

DATA
GOVERNANCE
IN AFRICA



Merci de votre attention!

